

Décision n° 98–309 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 30 avril 1998 portant réservation d'un préfixe de sélection d'un réseau de transport à 4 chiffres et d'un numéro court à la société LDI Télécom (préfixe 1688 et numéro court 3633)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L.36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 97–277 de l'Autorité de régulation des télécommunications du 12 septembre 1997 relative à l'attribution des préfixes de sélection d'un réseau de transport à 4 chiffres et au format des appels correspondants, homologuée par un arrêté du 1er décembre 1997 ;

Vu la décision n° 98–75 du 3 février 1998 de l'Autorité de régulation des télécommunications, approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 98–270 du 22 avril 1998 de l'Autorité de régulation des télécommunications relative à l'instruction de la demande d'autorisation présentée au nom de la société LDI Télécom ;

Vu les demandes au nom de la société LDI Télécom en date du 13 février 1998, du 16 février 1998, du 19 février 1998, du 25 février 1998 et du 24 avril 1998 ;

Après en avoir délibéré le 30 avril 1998 ;

Décide :

Article 1 – Le préfixe 1688 pour l'acheminement des appels téléphoniques longue distance dans les conditions décrites dans la décision n° 97–277 susvisée et le numéro court 3633 pour l'accès à son réseau par double numérotation, sont réservés à la société LDI Télécom.

Article 2 – La société LDI Télécom acquitte, pour le préfixe et le numéro court réservés à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, le préfixe et le numéro court réservés à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal Officiel* de la

République française.

Fait à Paris, le 30 avril 1998

Le Président

Jean-Michel Hubert